

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1816

Artikel: "Cassis de Dijon" : tout est gagné, sauf l'honneur : les consommateurs vont bénéficier de l'alignement sur l'UE sans contrepartie ni participation aux décisions, prix de maintien d'une d'une indépendance factice

Autor: Tille, Albert

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013830>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

et des dépôts assortis d'un préavis de remboursement inférieur ou égal à trois mois) on doit constater qu'elle s'est subitement accrue de 67 à 97 milliards, selon le mode de calcul et la notion prise en compte.

On peut assez facilement imaginer que cette augmentation est due à la situation internationale et singulièrement au sauvetage (à crédit?) d'une grande banque suisse. A côté de cette augmentation considérable et très inhabituelle des masses monétaires – plus importante en quatre mois que pendant les deux années consécutives de juin 2001 à juin 2003 –, la BNS emprunte sur le marché des capitaux, tout particulièrement depuis le mois d'octobre 2008, qui a vu fleurir l'émission de bons du trésor CH libellés en francs suisses et en US dollars. Comme elle n'est pas tenue de publier le résultat de la souscription de ces emprunts... la BNS ne les publie pas. On peut toutefois lui faire confiance: elle trouve des amateurs.

Sans tomber dans aucun des

dogmes des théories économiques, on doit au moins relever que ce qui est rare est cher, et ce qui l'est moins affiche un prix plus abordable. Ce qui est extrêmement répandu est lui plutôt bon marché, voire sans valeur. Les statistiques de la Banque centrale européenne et de la FED font apparaître aussi des augmentations de ces masses monétaires pour la période en question.

En bonne théorie économique classique, le niveau de la masse monétaire est important parce qu'il a un impact direct sur l'inflation selon l'équation:

$$MV = PQ$$

où **M** représente la masse monétaire, **V** la «vitesse de circulation de la monnaie», soit le nombre de fois qu'une unité monétaire change de main chaque année, **P** le prix moyen des produits vendus chaque année et **Q** la quantité moyenne vendue chaque année.

En d'autres termes, si la masse monétaire augmente plus vite que la croissance du PIB, il est

plus que probable que l'inflation suive rapidement. Mais lorsque le PIB régresse et que la masse monétaire enfle, on doit résolument se poser la question de la valeur intrinsèque de cette monnaie en comparaison internationale.

Il paraît aujourd'hui assez clair que l'administration Obama a choisi à terme de laisser filer le dollar pour pouvoir financer son déficit abyssal. En l'état actuel des choses, la BNS semble assez bien jouer son rôle, mais elle prend indiscutablement un risque sur l'indice de solvabilité du pays. Il reste que des masses très importantes de capitaux notamment chinois ou moyen – orientaux sont désespérément à la recherche de placements sûrs et représentant donc une importance politique de taille mondiale.

La question de la survie du franc suisse aux côtés de l'euro se joue sans doute dans un terme moyen de trois à cinq ans, et ceci sans que la Suisse ne puisse y changer grand chose.

«Cassis de Dijon»: tout est gagné, sauf l'honneur

Les consommateurs vont bénéficier de l'alignement sur l'UE sans contrepartie ni participation aux décisions, prix du maintien d'une indépendance factice

Albert Tille (6 mars 2009)

Le Conseil des Etats plébiscite l'application par la Suisse du principe «Cassis de Dijon» (DP 1713). Les produits autorisés à la vente dans l'Union européenne seront admis dans notre pays, même s'ils ne sont pas conformes aux normes

fixées par la législation suisse. Selon les calculs des services de Doris Leuthard, ces importations facilitées vont faire chuter les prix.

Le pragmatisme de la politique européenne du Conseil fédéral

est tout gain pour les consommateurs qui réaliseront quelque 2 milliards d'économies chaque année. Savourons donc ce succès économique. Mais n'oublions pas le prix de l'abandon de notre honneur national. La

Suisse s'aligne
«*souverainement*» sur la
législation européenne.

La pratique n'est certes pas
nouvelle. Depuis quinze ans,
Berne adapte progressivement
chacune de ses lois pour les
rendre conformes à celles de
l'Union. Avec l'acceptation du
principe «*Cassis de Dijon*», la
Suisse fait un pas
supplémentaire. Pour éviter de

retoucher au coup par coup sa
législation interne, elle accepte
le menu européen en bloc, avec
quelques exceptions il est vrai.

L'abandon de souveraineté
législative va plus loin encore.
Selon la version qui sort des
délibérations du Conseil des
Etats, les fabricants suisses
auront le droit d'appliquer les
normes européennes, qu'ils
soient exportateurs ou

fournisseur du seul marché
national. *Exit* donc des règles
suisses que plus personne ne
respectera! Quelques
parlementaires ont bien tenté
de corriger cette satellisation
peu honorable en demandant
que la Suisse négocie avec
Bruxelles un accord sur la
reconnaissance réciproque des
normes. Et bien c'est non. Le
Parlement préfère s'aligner en
silence et sans contrepartie.

Initiative des Alpes: l'importance du service après-vente

Dix ans après, le mandat constitutionnel donné aux autorités nécessite toujours la vigilance des initiants

Jean-Daniel Delley (7 mars 2009)

Grâce au droit d'initiative, le
peuple peut imposer son point
de vue aux autorités, Conseil
fédéral et Assemblée fédérale.
Mais à vrai dire le souverain
fait un usage modéré de ce
droit: depuis 1891, quinze
initiatives populaires
seulement ont trouvé grâce à
ses yeux. Et lorsqu'il approuve
l'une d'elles, il n'a pas la
certitude que le mandat sera
fidèlement exécuté. Pour
preuve, l'initiative «*pour la
protection des régions alpines
contre le trafic de transit*»
(initiative des Alpes), adoptée
en votation populaire en 1994
et dont les objectifs ne sont
toujours pas atteints.

Cette année-là, 52% des
votants exigent que «*le trafic
des marchandises à travers la
Suisse sur les axes alpins
s'effectue par le rail*» dans un

délai de 10 ans et que «*la
capacité des routes de transit
des régions alpines ne (soit)
pas augmentée*». Une exigence
largement soutenue par les
cantons alpins, à l'exception du
Valais et des autres cantons
romands.

A l'actif de l'initiative, la
définition par le parlement des
quatre axes de transit dont la
capacité ne peut être
augmentée: Gothard, San
Bernardino, Grand Saint
Bernard et Simplon;
l'instauration d'une redevance
pour les poids lourds liée aux
prestations, l'idée d'une bourse
du transit alpin maintenant
ancrée dans la loi sur le
transfert du trafic de
marchandises. Mais les
initiants doivent constamment
monter au front pour contrer
les attaques qui visent à

abroger ou affaiblir la décision
populaire de 1994. Regroupés
au sein de l'association
Initiative des Alpes, ils tissent
des liens avec les mouvements
similaires des pays alpins
voisins, mobilisent l'opinion
par des manifestations,
harcèlent les autorités pour
leur rappeler le mandat
constitutionnel. Car l'objectif
de transfert est reporté à
plusieurs reprises: en 1999, la
loi le traduit par un maximum
de 650'000 trajets à atteindre
en 2009; en 2008, le
Parlement reporte ce délai de
dix ans.

Même après son adoption, une
initiative populaire nécessite
encore un service après-vente
attentif et des militants
engagés.